



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CL DUNKERQUE
de respecter les dispositions des articles 7.6.2 et 8.1.9 de l'annexe 1
de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 pour son établissement
de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 modifié et notamment les articles 7.6.2, 8.1.13, 8.1.5 et 8.1.9 de l'annexe 1, accordant à la société CL DUNKERQUE l'autorisation d'exploiter une installation de transformation de pommes-de-terre sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 12 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 13 septembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel le 13 septembre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriels des 1^{er}, 10, 13 et 15 octobre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 31 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
 - les sens de fermeture de certaines vannes, au sein de la salle des machines, n'est pas clairement indiqué. De plus pour ces vannes, il n'est pas aisé de voir si la vanne est ouverte ou fermée ;
 - le rapport de vérification de l'installation de réfrigération utilisant de l'ammoniac établi par l'APAVE (n° T230084818 du 13 octobre 2023) et le tableau de suivi des non-conformités établi par l'exploitant indiquent que la rédaction des règles de conduite en situation marche normale, mise à l'arrêt normal et mise à l'arrêt prolongé ne sont pas finalisées ;
 - la salle des machines ne comporte pas, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.1.1.3, 8.1.5 et 8.1.9 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 susvisé ;
3. l'exploitant a transmis, suite à la réception du rapport, des éléments permettant de lever les non-conformités relatives aux articles 8.1.1.3 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 susvisé ;
4. les dispositions de l'article 7.6.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 imposent par ailleurs que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires de la salle des machines (ammoniac) ne soit pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. En l'absence de désenfumage, cette disposition n'est pas respectée ;
5. les systèmes de désenfumage sont des éléments importants en termes de sécurité, car ils permettent d'évacuer les fumées et les gaz de combustion en cas d'incendie ce qui permet de limiter la propagation du feu et d'éviter l'accumulation de fumées et de gaz toxiques et chauds à l'intérieur du local ;
6. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CL DUNKERQUE de respecter les prescriptions et dispositions des articles 7.6.2 et 8.1.9 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
7. les observations émises par l'exploitant par courrier du 30 août 2024 ont été prises en compte par le présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société CL DUNKERQUE exploitant une installation de transformation de pomme de terre sise Port 7255 – 7255 route du Cap Horn sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.6.2 et 8.1.9 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 modifié susvisé :

- en équipant **sous trois mois** les parties hautes de la salle des machines « ammoniac » de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires de la salle des machines (ammoniac) n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Le délai court à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **25 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

